

L'INCENDIE DU REICHSTAG

ou la fin explicite de la démocratie

Préambule :

Personnellement, je pense depuis un bon moment que "notre" démocratie représentative, parlementaire, "bourgeoise" a du plomb dans l'aile ; plus précisément, je sais que d'une part "la" démocratie générale est un alibi (c'était particulièrement le cas dans ma jeunesse, pendant la "Guerre Froide"), sinon un argument de vente, et que la réalité des droits qu'elle confère est à géométrie variable, aussi bien dans le temps que dans les diverses couches sociales d'une population; et que d'autre part, après avoir vécu et même milité, en France et pendant le dernier demi-siècle, nous avons tous tendance à y croire aussi fermement que l'on croyait au Bon Dieu dans les siècles passés (malgré les nuances et les doutes, lesquels font partie de la foi de tout être raisonnable). À l'époque du fascisme triomphant, (dans les années 1930), par contre, nombre d'intellectuels et de militants ont pensé que ça n'était pas gagné une fois pour toutes ; mais en 1945, l'écrasement militaire des fascismes a fait croire que nous étions définitivement dans le sens de l'histoire, sauf dans les pays qui subissaient une dictature de type stalinienne ; toutefois, dans le "Monde - soi-disant - Libre", nombre de gens ont éprouvé cruellement dans leur chair, en particulier en Amérique latine, mais aussi en Europe du Sud et dans le reste du monde, ce que signifiait vivre dans une "dictature militaire", en général proche cousine des régimes fascistes.

Mais on a essayé de nous faire croire que grâce à la promotion des Droits de l'Homme et au fameux "droit d'ingérence", tout cela n'était qu'affaire de temps puisque nos démocraties capitalistes, pardon, "libérales" - qui étaient en même temps les plus grandes puissances, tout au moins après l'effondrement de l'Union soviétique - y mettraient bon ordre. À quelques exceptions près, personne ne pensait - ou même ne pense aujourd'hui - que les grands pays capitalistes pourraient ne plus être "démocratiques"; à peine agite-t-on le chiffon des partis d'extrême droite, populistes ou fascistes, pour rallier de temps en temps le "bon peuple" quand il s'agit de voter.

Actualité :

Personnellement, je regarde ce qui se passe aujourd'hui (c'est-à-dire pendant les 20 dernières années !) avec les yeux d'un incroyant ou tout au moins, selon les périodes, de manière désabusée. La situation est la suivante en France : après 40 années de régression sociale et d'intensification de l'exploitation de tous ceux qui travaillent, auxquelles s'est rajouté le retour en force des petits, moyens et grands pouvoirs de tout genre (après leur sérieuse remise en question dans les années qui ont suivi Mai 68 dans ce pays) avec son cortège de culpabilisation et d'humiliations au quotidien (tout ceci rendu possible principalement par l'arme de destruction massive qu'est le chômage de masse), on assiste enfin à un soulèvement quasi général, du moins potentiellement, de tous ceux qui se voient non seulement voler leur vie, mais réduire à la pauvreté la plus crue, en plus de l'épuisement et du désespoir. Toutes les paroles que l'on peut entendre, sans exception, et quelle que soit la manière dont elles sont tournées, de la part des "gilets jaunes" vont dans ce sens, ainsi que dans celui d'un refus du maintien, même le plus bref, de cette situation.

Une telle révolte, sans doute inconcevable pour les dirigeants de notre société jusque là, leur est éventuellement totalement intolérable. Après quelques temps d'étonnement, d'aterrissements et peut-être de sidération, le moment est clairement venu ces derniers jours de la contre-offensive : toutes les déclarations publiques, ainsi que le changement de ton de la part des médias toujours aux ordres quand ça devient sérieux, sont autant d'indices de ce qui va se passer.

Le but général étant de continuer dans la direction de l'intensification de l'exploitation (c'est-à-dire de la croissance délirante du capital), l'objectif est clair : il faut absolument casser le mouvement des gilets jaunes, le plus rapidement possible, ou tout au moins lui porter un coup décisif de manière à renverser la tendance, c'est-à-dire à démarrer son effritement.

Le premier acte du gouvernement a été de se dédouaner de ce qui va suivre, en annulant les mesures qui ont été la cause occasionnelle du mouvement, mais pas sa raison profonde : les taxes et augmentations diverses qui enfonçaient encore davantage la grande masse des gens de tous âges touchés par la régression sociale globale. Bien sûr, au vu du développement de la révolte, de son organisation décentralisée et vraiment "démocratique", de sa réalité populaire et de l'absence de l'encadrement habituel de la contestation, le pouvoir n'a évidemment pas cru que de telles concessions allaient faire un quelconque effet. Il s'agit simplement de brouiller les cartes pour ce qui va suivre et de faire croire à ceux qui le voudront bien, que l'on était de "bonne volonté" avant.

Le deuxième acte a été de préparer le terrain : c'est le sens de multiples mises en garde qui prenaient des allures de prophétie, tout au long de la semaine, sur la tournure que prendrait le week-end à venir. C'est vraiment la première fois dans ma vie politique déjà longue que j'entends des (ir)responsables politiques annoncer qu'à l'occasion d'une journée de revendications, des gens allaient venir "pour tuer" ! Mais il faut les prendre au mot : des gens vont être tués, c'est une prophétie qui s'auto-réalise ! Non pas tant, comme c'est le cas le plus souvent, à cause de l'influence des paroles prononcées, mais bien plutôt parce que l'on fera ce qu'il faut pour créer les conditions dans lesquelles ça aura inévitablement lieu, et que l'on pourra ensuite ajouter, encore pour se dédouaner : "on vous l'avait bien dit !".

Dans le troisième acte, demain, le devant de la scène sera tenu par les fameux "casseurs". Qui sont-ils donc ? Pour l'essentiel bien sûr, des individus relativement déjantés, certes regroupés à l'occasion de multiples actions marginales, mais très médiatisées comme l'affaire de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, où ils sont toujours noyés au milieu d'un certain nombre d'opposants à un projet donné, des plus naïfs aux plus déterminés dans les ZAD; certains se considèrent peut-être comme des vrais révolutionnaires, et ont éventuellement un embryon de "doctrine" ou des "leaders" intellectuels, mais il s'agit en réalité d'une minorité d'activistes probablement très fermée, aussi étrangers au monde réel des grandes masses populaires (et cela, même s'ils en sont issus) que sont les Olympiens qui nous gouvernent, et plus généralement les profiteurs anonymes de la classe dominante. Or, l'histoire des luttes sociales a invariablement montré que ce genre de milieu est tout à fait perméable à l'infiltration policière, non seulement pour neutraliser leur éventuelle menace contre l'ordre social, mais aussi pour l'utiliser comme une masse de manœuvre dans les situations où cet ordre social, étatique, capitaliste, est ébranlé par les classes et les couches sociales réellement opprimées. Sans remonter jusqu'aux exemples emblématiques des anarchistes russes et français de la fin du XIXe siècle, il suffit de se rappeler de la mouvance terroriste que nous avons connue dans les années qui ont suivi les révoltes et les ébranlements sérieux des années qui ont précédé et surtout suivi 1968. Ce n'est pas par hasard que c'est dans le pays où les luttes ouvrières étaient les plus dangereuses, à savoir en Italie, que cette mouvance s'est le plus développée et c'est là aussi que s'est révélée en "fin de partie", mais néanmoins aussi officiellement possible, la profonde intrication de la dite mouvance "rouge" avec l'extrême-droite, les services secrets et la mafia, au corps défendant de la plupart de ses protagonistes, bien sûr !

De nos jours, l'option terroriste étant occupée par des concurrents sérieux au rayonnement multinational, et peut-être aussi parce que le développement de la misère sociale a multiplié les candidats à un certain type de "radicalisme", on assiste depuis des années à l'émergence de groupements de "casseurs" qui ne loupent aucun rendez-vous de manifestations un tant soit peu importantes : le scénario est toujours le même, un lot de déprédations plus ou moins destructrices et coûteuses dans une complète impunité qui donne ensuite l'occasion aux "forces de l'ordre" jusque-là impassibles, de tomber à bras raccourcis sur des manifestants la plupart du temps étrangers aux actions précédentes, procédant au mieux à quelques interpellations des auteurs réels de ces exactions. Le tout sera bien sûr emballé par les médias sous le label des "violences inadmissibles".

La pièce a bien sûr été rejouée à Paris ces dernières semaines ; avec l'Arc de Triomphe, cible éventuelle dégarnie de toute protection - si tant est que les fameux casseurs se souciaient de la mémoire historique -, on a essayé de monter d'un cran sur le plan symbolique (car beaucoup de gens se foutent des boutiques de Vuitton !), mais ça n'a eu guère d'effet sensible sur le mouvement !

Alerte !

Je l'ai dit plus haut : le but général étant de continuer l'approfondissement de l'exploitation tout azimut des classes populaires et moyennes (ce que les crétins appellent encore de nos jours les réformes ou "La Réforme", la "Modernisation" !), l'objectif est donc de casser le mouvement populaire. Comme un compromis est hors de question et que le mouvement s'est suffisamment approfondi pour ne pas se contenter de miettes et de promesses, encore moins de parades (au sens du cirque) politiques du genre "changement de gouvernement", il ne reste qu'une solution : un séisme psychologique, un traumatisme dans la conscience sociale dans tout le pays, comparables à ceux qu'ont été les catastrophes terroristes de l'ampleur du Bataclan ou de la promenade des Anglais à Nice. Autrement dit, des morts et des blessés en nombre, forcément des victimes d'évidence innocentes, ainsi qu'un certain nombre de policiers ou de gendarmes (pour ressouder des corps qui ne sont pas aussi dévoués au pouvoir que certains l'imaginent, notamment parce qu'ils subissent également tous les effets de la dégradation de la Fonction Publique), le tout bien sûr mis en action ou mis sur le compte des insaisissables "casseurs", lesquels, dans la même stupide logique que celle des terroristes, le revendiqueront et s'en glorifieront, même s'ils ne sont pas les maîtres d'œuvre de cette stratégie du chaos (E. Todd), dont ils espèrent peut-être néanmoins et naïvement tirer profit.

Le résultat sera forcément qu'une partie de la population se précipitera sous les ailes protectrices du Pouvoir ; une partie de la sympathie pour le mouvement lui sera retirée et l'on a assisté dès cette semaine à un début d'amalgame entre les "gilets jaunes" et les fameux "casseurs"; ainsi par exemple, la proposition à la télé de l'un d'entre eux de "pénétrer dans l'Élysée" samedi, a été assimilée à un projet d'attaque de ce lieu en bonne et due forme, avec interpellation policière à l'appui ! Après "l'événement", s'il est terrible, l'amalgame gagnera un bien plus grand nombre d'esprits et pourrait probablement provoquer une scission ou un morcellement du mouvement, freiner aussi des convergences qui s'esquissaient avec les lycéens, des paysans ou une partie des travailleurs syndiqués et surtout semer le désarroi chez tous.

L'événement pourrait être à la hauteur du risque énorme que représente une telle convergence de tous ceux, c'est-à-dire de l'immense majorité, qui ont des raisons de se révolter. S'il n'a pas lieu, ce sera soit parce que des hommes courageux parmi les policiers ou les gendarmes à la manœuvre s'y seront opposés - et que les forces de l'ordre restent donc en partie "républicaines" - ou parce que les tenants du pouvoir n'auront pas osé aller jusqu'à jouer cette ultime carte. Par contre, s'il a lieu, il sera forcément suivi d'une répression rapide et considérable, présentée comme tout à fait légitime, qui sera la phase 2 de la cassure du mouvement. Et comme toute répression sociale de ce genre, elle sera destinée à dissuader pour longtemps les acteurs et même ceux qui ont simplement approuvé cette révolte de ne pas recommencer.

Si tout cela devait se produire, et je ne peux bien sûr que souhaiter que cela n'ait pas lieu et que je me trompe, on devra dire que c'en est fini de la démocratie en France.

Cassandra, ce vendredi soir 7 décembre 2018